

Non à l'austérité permanente ! Refusons le Pacte budgétaire, ouvrons le débat en Europe !

Le président de la République veut faire ratifier au plus vite par le Parlement le « Pacte budgétaire », tel qu'il a été signé par Nicolas Sarkozy le 25 mars dernier.

Ce Pacte budgétaire aggrave les politiques néolibérales menées depuis des années et qui ont conduit aux problèmes actuels de la zone euro.

ABSURDE !

C'est d'abord une **absurdité économique**. Il va obliger à des coupes drastiques dans les dépenses publiques. Or nous avons besoin au contraire de développer et de rénover les services publics et la protection sociale pour répondre aux nombreux besoins non satisfaits, réduire les inégalités sociales et réaliser l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous avons besoin d'investissements publics considérables pour assurer la reconversion écologique des modes de production et de consommation, créer des millions d'emplois.

DANGEREUX !

Dans une Europe où les clients des uns sont les fournisseurs des autres, l'orientation engagée depuis deux ans amène aujourd'hui la **récession généralisée**. Le pouvoir d'achat stagne ou régresse, les entreprises et les collectivités locales réduisent leurs investissements : dans ce contexte, couper dans les dépenses publiques ne fera qu'aggraver le chômage. La réduction des recettes fiscales qui en résultera rendra

encore plus difficile la réduction des déficits, que l'austérité était censée favoriser, et servira de prétexte à un nouveau tour de vis, etc.

Ce Pacte entraîne toute l'Union dans une spirale dépressive qui risque de généraliser la pauvreté. Ce serait un recul sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale.

ET LA DEMOCRATIE ?

Enfin, ce Pacte budgétaire représente un **déni démocratique**. Il place l'économie en pilotage automatique, soumise à des normes destinées à rassurer des marchés financiers dont la puissance n'est pas remise en cause.

La crise mondiale sociale, écologique et financière s'aggrave. Elle est lourde de dangers comme le montre le renforcement des extrêmes droites xénophobes et nationalistes. Elle nécessite une mobilisation de l'Europe, **mais d'une Europe fondée sur la solidarité et la démocratie, d'une Europe qui se dégage de l'emprise des marchés financiers**.

Le refus de la France de ratifier ce traité serait un signal fort envoyé aux autres peuples européens afin d'ouvrir le débat sur la construction d'une autre Europe.

C'est pourquoi, nous demandons un large débat démocratique afin que la population puisse s'emparer de ce sujet décisif et se prononcer à son propos.

Ce traité ne doit pas être ratifié ! Mobilisons-nous ! Manifestation nationale à Paris le dimanche 30 septembre à 13h30

Cars au départ de Nancy dimanche 30/09 à 8h30 place Desilles - retour prévu à 22h30
Renseignements et inscriptions à l'adresse suivante : bus54pourparis@gmail.com

Réunion publique et débat

avec **Aurélie Trouvé**,
économiste, co-présidente d'ATTAC-France
mercredi 26 septembre 2012 à 20h30

Espace Yves Coppens
Allée de Marken à Vandoeuvre

(à côté du Foyer de Personnes Agées
de l'avenue des Jonquilles, Vand'Est)

Pour en savoir plus,

Pour interpeller les parlementaires :

<http://www.stopausterite.org/>

<http://www.audit-citoyen.org/>